

DIALOGUE

La lettre d'information de DIAL

N° 49

Mars 2018

Focus : Les migrants, acteurs des changements politiques en Afrique ?

Alors que les conflits constituent la principale cause de l'afflux actuel de réfugiés en Europe, il n'est pas inutile de signaler que les réfugiés et, plus généralement, les diasporas, peuvent œuvrer en faveur de la sortie de crise et la reconstruction des pays dont ils sont originaires. En effet, si les exilés ont souvent été accusés de soutenir des mouvements nationalistes ou terroristes (on pense notamment aux diasporas palestiniennes et syro-libanaises, qui ont largement financé le Hamas ou le Hezbollah, ou, en Afrique Sub-saharienne, à la diaspora somalienne dont le système des Hawilad a pu financer certaines factions armées de l'opposition au régime de Siad Barré), il existe d'autres nombreux cas où, à travers des transferts économiques, sociaux et/ou politiques, ils ont au contraire contribué à jouer un rôle pacificateur en œuvrant pour le rétablissement d'un Etat de droit, qui pour la réconciliation nationale, qui pour la tenue d'élections libres et multipartites, etc. A cela s'ajoute le travail de sensibilisation et de lobbying qu'effectuent certaines organisations diasporiques, à travers la tenue de réunions, de concerts, d'expositions ou de manifestations, pour dénoncer les injustices sévissant dans les pays d'origine et sensibiliser l'opinion publique des pays d'accueil.

Ces différentes formes d'engagement politique transnational des migrants et l'influence qu'elles peuvent avoir sur la vie politique dans les pays d'origine et à l'étranger sont au cœur d'un ouvrage collectif tout récemment publié à l'initiative de trois chercheuses de DIAL : Lisa Chauvet, Flore Gubert et Sandrine Mesplé-Somps. Intitulé « Les migrants, acteurs des changements politiques en Afrique » et coédité avec Thibault Jaulin¹, il présente les résultats de travaux originaux menés par une douzaine de chercheurs africains et européens sur les pratiques transnationales politiques d'immigrés originaires d'Afrique sub-saharienne et du Nord et séjournant en Europe.

Mobilisations et activisme politique en diaspora

Les quatre premiers chapitres proposent quelques illustrations de la façon dont les immigrés se mobilisent, depuis leur pays de résidence, lors d'événements politiques ou lorsqu'éclatent des affaires touchant les dirigeants de leur pays d'origine. Un chapitre

¹ Chauvet, L., F. Gubert, T. Jaulin, S. Mesplé-Somps (eds) (2018) *Migrants, acteurs des changements politiques en Afrique ?*, Deboeck supérieur, 240 p.



DIALOGUE
est une publication
de DIAL

décrit notamment la façon dont se sont mobilisés les émigrés égyptiens résidant à Paris et Vienne lors des turbulences politiques traversées par l’Égypte à partir de janvier 2011, et les revendications dont ils ont été porteurs. Un autre chapitre dresse le portrait de deux activistes africains, l’un congolais, l’autre gabonais, qui se sont fortement mobilisés contre les « biens mal acquis » en France par les présidents du Gabon, du Congo-Brazzaville et de la Guinée Equatoriale. La question de l’exercice du droit de vote à distance des diasporas africaines, et de l’influence de leur vote dans les résultats électoraux nationaux est également abordée, et illustrée à partir de l’expérience des immigrants maliens, sénégalais et tunisiens. L’analyse met tout d’abord en exergue la moindre mobilisation électorale de ces trois diasporas au regard de celle observée dans les territoires nationaux. Elle montre ensuite que les élections à distance mobilisent avant tout des migrants dont la situation dans le pays de résidence est stable et qui conservent des liens forts avec leur pays d’origine. Les individus ayant la double-nationalité tendent à cumuler leur implication politique dans le pays d’accueil et dans leur pays d’origine : la participation aux élections du pays d’origine et de résidence n’est donc pas un jeu à somme nulle, bien au contraire. Enfin, bien que les préférences électorales des émigrés soient parfois différentes de celles des résidents, la faiblesse de leurs effectifs ne leur permet pas d’être des acteurs-pivots des alternances politiques nationales. Ils n’en sont pas moins courtisés par l’ensemble des partis politiques, et leur rôle symbolique dans les campagnes électorales est important.

Les migrants, vecteur de transferts de normes politiques

Les quatre chapitres suivants se focalisent non plus sur l’activisme politique des communautés expatriées et leurs éventuelles retombées sur les politiques publiques et le système institutionnel des pays d’origine mais sur l’influence politique que les migrants exercent, à un niveau plus local, au travers des idées, des comportements et des identités qu’ils contribuent à faire voyager de leur pays de résidence vers leur pays d’origine. En prenant le Mali, le Mozambique, le Cap-Vert, le Sénégal, le Maroc, la Tunisie et l’Égypte comme cas d’étude, les quatre chapitres qui la composent montrent de façon assez concordante que l’expérience en migration, notamment lorsqu’elle se fait dans un pays démocratique, contribue à modifier les préférences politiques des migrants et, partant, les préférences ou normes politiques de ceux qu’ils laissent derrière eux.

Dans le cas du Mozambique et du Cap-Vert, par exemple, les localités qui présentent un fort taux d’émigration vers l’étranger sont caractérisées par une demande de redevabilité politique (l’exigence faite aux politiques de rendre des comptes) et une participation politique plus fortes que les autres, notamment lorsque l’émigration se fait vers des pays caractérisés par des pratiques de gouvernance transparentes et démocratiques. Dans le cas du Sénégal, un travail ethnographique mené dans deux localités rurales montre à quel point les migrants ont une conception des pratiques de corruption et des hiérarchies sociales et politiques locales différentes de celle de leurs concitoyens restés au pays. Ils disposent en outre des ressources nécessaires pour les remettre en cause. Ce travail montre aussi qu’il ne suffit pas de vivre à l’étranger pour « transférer des normes ». Pour participer à la redéfinition des règles du jeu au Sénégal, une accumulation de capitaux culturels à l’étranger (en France en l’occurrence) est nécessaire. Pour finir, deux autres chapitres décrivent l’influence qu’exercent les migrants de retour sur la participation électorale de leurs proches et leurs opinions politiques dans les cas du Mali, de la Tunisie et du Maroc. Là encore, cette influence paraît fortement dépendante de l’environnement dans lesquels les migrants ont évolué lors de leur séjour en migration : elle ne se manifeste que lorsqu’ils rentrent d’un pays démocratique.

Migration et émergence des élites politiques africaines

Pour finir, les trois derniers chapitres examinent dans quelle mesure les ressources acquises en migration constituent un capital qui, au moment du retour, offre des outils pour changer la donne, en contribuant à l'émergence de nouvelles élites, en proposant de nouvelles façons de faire de la politique, ou en modifiant les relations de pouvoir à travers la remise en cause des hiérarchies héritées. Comme le montrent les différents chapitres, nombre de chefs d'Etat ou hommes politiques africains ont, à l'instar du Ghanéen et père du panafricanisme Kwame Nkrumah, passé une partie de leur vie à l'étranger. La question de savoir ce que cela change dans la conduite des affaires et l'action politique restait toutefois à investir. Les trois chapitres apportent chacune à leur manière des éléments de réponse, sans bien sûr épuiser pas le sujet. L'une d'elles prend appui sur une base de données originale construite par l'auteur, qui documente le parcours migratoire de près de 800 individus ayant été à la tête du pouvoir exécutif d'un pays en développement entre 1960 et 2004. Ces données montrent d'abord l'importance du phénomène migratoire parmi les leaders, puisqu'environ 70% d'entre eux ont migré avant leur accès au pouvoir. Elles révèlent ensuite que les pays dont les dirigeants ont séjourné à l'étranger sont en moyenne davantage engagés dans des processus de démocratisation que les pays dont les dirigeants n'ont pas vécu une telle expérience. Les deux dernières contributions adoptent un regard ethnographique et dressent, pour l'une, le portrait d'une figure emblématique de la diaspora malienne et pour l'autre, celles des communautés mauritanienne et sénégalaise haalpulaar en migration aux Etats-Unis. L'étude sur le Mali montre comment l'expérience migratoire nourrit l'implication politique du migrant dans son pays d'origine ainsi que le choix des intérêts politiques à défendre. L'étude sur la communauté peul permet, quant à elle, de comprendre comment, dans un contexte migratoire marqué par un pluralisme normatif, se combinent et s'influencent mutuellement différentes formes de hiérarchies sociales et politiques. Ce faisant, elle montre en quoi les trajectoires migratoires rendent compte à la fois de renégociations socio-politiques et de la production d'inégalités.

Cet ouvrage permet ainsi de progresser dans la compréhension des retombées politiques de la migration internationale dans le contexte africain. Il montre que l'émigration peut amplifier, dans le pays d'origine, la voix de ceux qui partent, et contribuer à y faire « bouger les lignes ». Mais cela dépend des caractéristiques des migrants et des circonstances dans lesquelles se fait leur départ. De fait, tous ne sont pas des « passeurs » de normes, de valeurs ou d'idées. L'influence politique des migrants dépend aussi des structures institutionnelles des pays de départ et d'arrivée. Plusieurs contributions suggèrent ainsi que cette influence ne peut avoir lieu, depuis le pays d'accueil ou par le canal des migrations de retour, que si les migrants vivent ou ont vécu dans des pays démocratiques leur assurant un minimum de droits civils et sociaux. Cette condition nécessaire n'est toutefois pas suffisante, car tous les migrants n'adoptent pas non plus les valeurs libérales des pays démocratiques dans lesquels ils vivent. On ne saurait en conséquence avoir une vision trop idéalisée ou trop naïve de l'impact de l'émigration sur la qualité de la gouvernance des pays d'origine ou sur les comportements et les idées politiques de ceux qui restent.

Flore Gubert